



# Comité Technique Local de l'Aude du 12/10/2022. DECLARATION

Notre site local : <https://11.cgffinancespubliques.fr>

Monsieur le président,

Ce Comité Technique Local a pour objectif d'échanger sur le projet de réorganisation du SIP de Carcassonne. Nous avons également de nombreuses questions diverses dont deux que nous avons pu vous faire remonter concernant : un point précis sur le FACVT sur chaque action et un point au bout d'un an sur le SIE de Carcassonne et son antenne, ce que vous nous avons demandé dans ce même comité dès sa création. Nous avons eu un quart de journée pour préparer ce CTL (2h environ) et nous aurons un quart de journée (2h environ) pour en faire le compte-rendu public. Cela est tout à fait insuffisant pour avoir des débats de qualité.

Ce comité se tient dans le contexte de la rentrée.

Le président de la république mal élu avec 20,7 % des inscrits au premier tour et 38,5 % au second tour, a donné le ton de la rentrée 2022 lors du conseil des ministres : le quoi qu'il en coûte c'est fini, c'est la fin de l'abondance ! Mais à qui s'adressait-il ? Aux entreprises qui bénéficient de plus de 150 milliards d'aides publiques ? Certainement pas ! Il s'adressait aux salariés du public comme du privé, aux retraités, aux jeunes et aux privés d'emploi : il va falloir se serrer la ceinture et travailler plus longtemps ! De plus, les leçons de morale des ministres et parlementaires sur les nécessaires sobriétés à adopter du point de vue énergétique, sanitaire et autre relèvent du mépris de classe. Comme si nous les avions attendus pour faire des économies au quotidien ; des familles entières ne les ont pas attendu pour se battre et arriver à joindre les deux bouts. Ces propos sont en complet décalage avec la vraie vie de la population qui doit faire face à l'explosion de tous les prix et à la précarité rampante. Pour l'hiver on nous propose de nous chauffer moins, encore de beaux progrès pour l'humanité comme ces 106.000 étudiants sans affectation au 01 septembre ou ces professeurs formés en une journée (ou zéro dans l'Aude) avant d'être devant nos enfants.

Les monopoles et profiteurs eux profitent de la reprise de l'économie post covid et des guerres pour spéculer sur les prix et les stocks, faire monter les prix dans des crises qui se succèdent sans phase de reprise dans ce mode de production à bout de souffle. Dans le même temps, c'est la militarisation des pays de l'Union européenne et chaque pays France

comprise annonce toujours plus de dépenses de guerre. **Le budget 2023 est tombé : ce sont plus de 7000 créations d'emploi dans la police, la gendarmerie, l'armée, les tribunaux...et pour la DGFIP, 850 suppressions d'emploi, 3000 d'ici 2027.** Nous voulons savoir combien pour l'Aude et quelles dates de RDV avez-vous à ce sujet. A une poignée de semaines du verdict, nous voulons savoir à quoi vous avez réfléchi comme postes à supprimer même si ce ne sont que des réflexions non abouties. Egalement, nous vous proposons de vous préparer à faire des propositions à la DG, nous pouvons vous y aider si vous le souhaitez.

**Premièrement**, refusez de choisir les suppressions d'emploi puisque « ce n'est pas vous » qui décidez des suppressions d'emploi, envoyez un courrier en ce sens à la DG à la suite de ce CTL;

**deuxièmement**, si le DG n'accepte pas, dites-lui que vous ne pouvez pas choisir, que vous ne savez pas où supprimer, préparez les démonstrations qu'il n'est pas possible de choisir entre un service ou un autre ;

**Troisièmement**, si la DG n'est toujours pas convaincue, proposez à la place des suppressions d'emploi A, B ou C, celle d'un poste d'administrateur : on vous laisse le choix du poste d'administrateur à supprimer. **Ainsi du point de vue du dogme des économies budgétaires, que nous contestons, mais chères au DG, au gouvernement et à vous-même**, le poste d'administrateur équivaut à environ 5 postes d'agents de l'Aude supprimés nationalement. Si cela ne suffit pas proposez la suppression d'un deuxième poste d'administrateur et ainsi de suite, nous espérons ne pas en arriver là mais ça devrait permettre de compenser la suppression de 25 agents (il y a 5 administrateurs ddfip11). **On pourrait aussi envisager la transformation** des postes d'administrateurs en cadre A pour aider au contrôle fiscal, nous pensons que vous vous en sortiriez très bien dans ce domaine, bien sûr en prévoyant un calendrier de stage si nécessaire.

Des luttes contre la vie chère et pour les salaires ont lieu quotidiennement et en profondeur dans tout le pays. Nous le disons tout dépend du rapport de force que nous construirons autour de nos revendications légitimes. **Tout cela dépend de nous seuls**, le chemin est difficile mais nous lutterons avec détermination avec cet espoir.

Le titulaire et le suppléant de la CGT Finances Publiques Aude

mel : [cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip11@dgfip.finances.gouv.fr) et [cgtddfip11@gmail.com](mailto:cgtddfip11@gmail.com)